



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Interrégionale des Services  
Pénitentiaires de Bordeaux  
(Région Nouvelle Aquitaine)  
188 rue de Pessac – CS 21509  
33 062 BORDEAUX CEDEX**

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Numéro de marché 21DISPBX002**

**Maintenance préventive et entretien correctif du  
matériel de cuisine du  
Centre de Détention de MAUZAC  
24150 MAUZAC et GRAND CASTANG**

**LA DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES EST FIXÉE AU**

**15/02/2021 à 12 hs 00**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – ACHETEURS</b>	<b>4</b>
------------------------------	----------

<b>ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
---	----------

<b>ARTICLE 3 – CONDITION DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
---	----------

3-1 – PROCEDURE DE PASSATION	4
------------------------------	---

3-2 – ALLOTISSEMENT	4
---------------------	---

3-3 – FORME ET ÉTENDUE	4
------------------------	---

3-4 – DUREE	4
-------------	---

3-5 – LIEU D'EXECUTION	5
------------------------	---

3-6 – VISITES DES LIEUX	5
-------------------------	---

3-7 – VARIANTES	5
-----------------	---

3-8 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	5
--	---

3-9 -- TRAITEMENT DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL	5
--	---

<b>ARTICLE 4 – INFORMATION DES CANDIDATS</b>	<b>6</b>
--	----------

4-1 – CONTENU DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	6
--	---

4-2 – MODALITES DE RETRAIT DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	6
---	---

4-3 – DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET QUESTIONS	6
---	---

4-4 – MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	6
---	---

4-5 – PROLONGATION DU DELAI DE RECEPTION DES OFFRES	6
---	---

<b>ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES</b>	<b>6</b>
--	----------

5-1 – INTERDICTION DE SOUMISSIONNER	6
-------------------------------------	---

5-2 – CONDITIONS DE PARTICIPATION	7
-----------------------------------	---

5-3 – JUSTIFICATIFS ET MOYENS DE PREUVES A TRANSMETTRE CONCERNANT L'APTITUDE DU CANDIDAT	7
--	---

5-4 – PRECISIONS CONCERNANT LA SOUS-TRAITANCE	7
5-5 – EXAMEN DES CANDIDATURES	7
<b>ARTICLE 6 – OFFRES</b>	<b>8</b>
6-1 – PRESENTATION DES OFFRES	8
6-2 – EXAMEN DES OFFRES	8
6-2-1 – CRITERES D'ATTRIBUTION DES OFFRES	8
6-2-2 – METHODE DE NOTATION DES OFFRES	9
6-3 -- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES	9
<b>ARTICLE 7 – MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS</b>	<b>10</b>
7-1 – DATE ET HEURE DE RECEPTION DES PLIS	10
7-2 – CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS	10
<b>ARTICLE 8 – ATTRIBUTION</b>	<b>11</b>
8-1 -- VERIFICATION DES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER : TRANSMISSION DES MOYENS DE PREUVE	11
8-2 -- MISE AU POINT	13
8-3 -- SIGNATURE	13
<b>ARTICLE 9 – LANGUE</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 10 – CONTENTIEUX</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11 – MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE</b>	<b>13</b>

## ARTICLE 1 – ACHETEURS

### **Le pouvoir adjudicateur**

Le Ministère de la Justice, la Direction de l'Administration Pénitentiaire, la Directrice Interrégionale des Services Pénitentiaires de BORDEAUX,  
Madame N. PICQUET  
188 rue de PESSAC CS 21509  
33062 BORDEAUX cedex  
Tél : 05 57 81 45 00  
SIRET : 173 301 201 00211

### **L'établissement bénéficiaire**

Centre de détention de MAUZAC  
1860 route du canal  
24150 MAUZAC et GRAND CASTANG

## ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

Maintenance préventive et entretien correctif du matériel de cuisine du CD de Mauzac.

## ARTICLE 3 – CONDITION DE LA CONSULTATION

### **1 - PROCÉDURE DE PASSATION**

Le présent marché formalisé est mono-attributaire. Il est passé sous forme d'un appel d'offres ouvert et demeure soumis aux dispositions des articles L2124-1 et R2124-1, R2124-2 du Code de la Commande Publique.

### **2 - ALLOTISSEMENT**

Le marché n'est pas alloti.

### **3 - FORME ET ÉTENDUE**

Le présent marché mono attributaire est exécuté par l'émission de bons de commande. Il est passé sans minimum ni maximum conformément aux dispositions de l'article R2162-14 du code de la Commande Publique.

Les titulaires sont classés à l'issue de l'analyse des offres dans le cadre de la consultation du présent accord cadre et dans les critères annoncés à l'article 6.2.1 du Règlement de la Consultation.

### **4 - DURÉE**

Le marché est conclu pour une durée ferme de 24 (vingt-quatre) mois à compter de la date de notification. La date d'anniversaire du marché est sa date de notification.

Le marché est reconductible de manière tacite une (1) fois pour 24 (vingt-quatre) mois.

La durée maximale du marché ne peut pas excéder 4 ans soit 48 mois.

Le présent marché prendra effet à compter de sa notification.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie par écrit sa décision au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis de 2 (deux) mois.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## 5 – LIEU D'EXÉCUTION

Le marché est passé au bénéfice :

Centre de détention de MAUZAC  
1860 route du canal  
24150 MAUZAC et GRAND CASTANG

## 6 – VISITE DES LIEUX

Les candidats intéressés doivent visiter les installations.

Les rendez-vous doivent être pris 4 jours au préalable auprès de l'économat **05 53 73 55 08-09** ou par mail : [economat.cd-mauzac@justice.fr](mailto:economat.cd-mauzac@justice.fr) et le candidat à la visite devra fournir un document scanné recto verso de la carte d'identité la semaine précédente à la visite. Les visites pourront avoir lieu du 18/01/2021 au 05/02/2021. Un certificat de visite sera délivré à l'issue de la visite. Le certificat devra être annexé à l'offre. Dans le cas contraire, l'absence du certificat de visite constituera un motif de non-admissibilité de l'offre.

## 7 – VARIANTES

Les variantes sont autorisées.

Elles doivent apparaître clairement distinguées de la solution de base et doivent être conformes aux normes en vigueur.

Selon l'article R2151-8 du code de la commande publique, les soumissionnaires sont autorisés à présenter des variantes à leur initiative à condition qu'elles ne dégradent pas le niveau de prestation décrit au C.C.T.P. Des variantes relatives aux modalités de l'astreinte sont autorisées. Dans les cas de présentation de variante, celles-ci seront analysées comme l'offre de base.

## 8 – CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire est invité à mentionner les modalités de la mise en place dans sa proposition d'un dispositif environnemental : produits utilisés respectueux de l'environnement (type norme ECOLABEL), empreinte carbone des déplacements, utilisation de pièces de rechange reconditionnées, réduction des nuisances, gestion des déchets, etc....

Le choix de véhicules prend en compte la limitation des gaz à effet de serre et d'émission de CO2. Le titulaire met en place des procédures permettant de respecter la législation en vigueur sur la préservation et la protection de l'environnement.

## 9 – TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Le présent marché comporte un ou des traitements de données à caractère personnel.

Pour l'application du présent article et au sens du règlement général sur la protection des données :

- le responsable de traitement est l'acheteur,
- les sous-traitants sont les titulaires des lots de l'accord-cadre.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, "règlement général sur la protection des données" RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

## ARTICLE 4 – INFORMATION DES CANDIDATS

### 1 – CONTENU DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend :

- le règlement de la consultation (RC)
- l'acte d'engagement (ATTRI1)
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- le modèle de bordereau de prix unitaires (BPU)

### 2 – MODALITES DE RETRAIT DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) référence : **21DISPBX002**

### 3 – DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET QUESTIONS

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile au plus tard 8 jours avant la date de réception des offres sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

### 4 – MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

### 5 – PROLONGATION DU DELAI DE RECEPTION DES OFFRES

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues au III de l'article R2343-9 du code de la commande publique.

## ARTICLE 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES

### 1 – INTERDICTION DE SOUMISSIONNER

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique, sont exclues de la procédure de passation les personnes se trouvant dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur.

En cas d'interdiction de soumissionner à l'appréciation de l'acheteur (articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique), l'opérateur économique apporte, à la demande de l'acheteur, tous les

éléments permettant d'établir que sa fiabilité, son professionnalisme ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. En application des dispositions de l'article R2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur ne peut exiger que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

## 2 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

L'offre du candidat comporte obligatoirement les documents suivants :

- un bordereau des prix unitaires (BPU), rempli dans toutes ses rubriques et sans modification
- un mémoire technique. Le candidat doit fournir un seul mémoire technique ; en cas de proposition de variantes, les informations variantes devront être précisément détaillées et signalées.

## 3 – JUSTIFICATIFS ET MOYENS DE PREUVES A TRANSMETTRE CONCERNANT L'APTITUDE DU CANDIDAT

Les candidats transmettent obligatoirement les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs aptitudes et capacités :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et la part du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années,
- Déclaration indiquant le chiffre d'affaires du candidat pendant les trois dernières années,
- Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public,
- Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres,
- Pourcentage initial de femmes, de personne éloignée de l'emploi et de personnes handicapées parmi les encadrants au sein du personnel affecté à la réalisation des prestations objet de l'accord-cadre, à la date de remise des offres et à l'instant T du bilan de fin de contrat.

Une progression effective doit être constatée avant la fin d'exécution de l'accord-cadre.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

## 4 – PRECISIONS CONCERNANT LA SOUS-TRAITANCE

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

## 5 – EXAMEN DES CANDIDATURES

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

## ARTICLE 6 – OFFRES

### 1 – PRESENTATION DES OFFRES

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

1. un bordereau des prix unitaires (BPU) (format .ods ou .xls ou équivalent)
2. un mémoire technique répondant au cahier des charges joint au présent règlement (maximum 20 pages-- taille 10 – annexes comprises)
3. le cas échéant, la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement.

L'acte d'engagement valant CCAP sera demandé au stade de l'attribution par l'acheteur.

### 2 – EXAMEN DES OFFRES

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

#### 2-1 – CRITERES D'ATTRIBUTION DES OFFRES

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et sous critères définis et pondérés comme suit :

Critères et sous-critères Dans l'ordre d'importance	Pondération des critères et sous-critères
<b><u>Critère n° 1 : PRIX</u></b>  prix maintenance préventive- coût horaire interventions curatives- coût variante -remises sur les pièces- franchise consommables	<b>60 %</b>
<b><u>Critère n°2 :Dispositif SAV mis en place et délais associés</u></b>  Description de l'entreprise et des engagements dédiés à la maintenance- délais d'intervention	<b>25%</b>
<b><u>Critère n°3 : Valeur technique</u></b>  Qualité et exhaustivité des matériels entretenus	<b>15 %</b>



## 2-2 – METHODE DE NOTATION DES OFFRES

Le système de notation ci-dessous décrit est retenu pour l'analyse comparative des offres :

### Critère n°1 Prix des prestations

La note maximale (10) sera attribuée à la meilleure offre à savoir le prix le moins disant.

Les autres offres seront notées proportionnellement à cette meilleure note selon la formule suivante :

Note de l'offre analysée= Note maximale (10) x meilleure offre

Prix de l'offre analysée

Les notes seront ensuite pondérées conformément au coefficient de pondération précisé dans le règlement de consultation.

### Critères n°2 et 3

Pour chaque critère, une note de 0 à 10 sera attribuée à chaque candidat au regard de l'échelle de notation suivante :

0 = nul

2 = très insatisfaisant ;

4 = peu satisfaisant ;

5 = moyen ;

6 = assez satisfaisant

7 = satisfaisant

8 = très satisfaisant

10 = excellent

Des notes intermédiaires peuvent être attribuées. Les notes seront ensuite pondérées conformément au coefficient de pondération précisé dans le règlement de consultation.

## 3 – DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les offres sont valables 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## ARTICLE 7 – MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

### 1 – DATE ET HEURE DE RECEPTION DES PLIS

Les plis devront être transmis avant la date inscrite en page de garde du présent règlement.  
Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces dates et heures ne sont pas ouverts.  
Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

### 2 – CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS

Pour cette consultation, la remise des plis se fera **obligatoirement** via PLACE (La Plateforme des Achats de l'État)

Les dépôts électroniques doivent être transmis à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation-test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique "aide" de PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) , ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### **Présentation des dossiers et format des fichiers**

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

### **Horodatage**

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés. En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

### **Copie de sauvegarde**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- "Copie de sauvegarde" ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde constituant l'annexe 6 au code de la commande publique :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R2184-12 et R2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante:

**Direction Interrégionale des Service Pénitentiaires de Bordeaux**  
**DBF – Unité Achats et Marchés Publics**  
**MAINTENANCE CUISINE CD MAUZAC – COPIE DE SAUVEGARDE**  
**NE PAS OUVRIR**  
**188 rue de Pessac CS 21 509**  
**33062 Bordeaux Cedex**

### **Antivirus**

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

## **ARTICLE 8 – ATTRIBUTION**

Le présent marché est mono-attributaire. L'attributaire est le candidat classé premier à l'issue de l'analyse et conformément à la notation des offres dans le cadre de la consultation du présent accord-cadre et dans le respect des critères annoncés à l'article 6.2 ci-dessus.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles R2181-3 et R2181-4 du code de la commande publique.

### **1 – VERIFICATION DES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER : TRANSMISSION DES MOYENS DE PREUVE**

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit fournir les moyens de preuve que l'acheteur ne peut obtenir de lui-même :

- **L'acte d'engagement valant CCAP** au format .pdf, complété et signé,
- **Le pouvoir du ou des signataires** d'engager la personne qu'il représente,
- **En cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4)** signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-traitant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci;
- **Les renseignements concernant la capacité de l'entreprise** tel que prévu à l'article L. 2113-12 et l'article R. 2113-7 du Code de la Commande Publique :
- Concernant **les entreprises adaptées** (EA) mentionnées à l'article L. 5213-13 du Code du travail, le Contrat d'objectif triennal valant agrément conclu avec l'Etat;
- **Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent;**
- **En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés;**
- Si le soumissionnaire **emploie des salariés étrangers**, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail;
- Lorsque le soumissionnaire est établi en France : Un extrait du registre pertinent au sens de l'article R2143-9 du code de la commande publique, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi en France** : Pour les entreprises en cours d'inscription un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE);
- **Une attestation de régularité fiscale** à partir de leur compte fiscal ou après de leur service des impôts gestionnaire de moins de 6 mois ;
- **Une attestation de fourniture des déclarations sociale et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** de moins de 6 mois (article D8222-5 du code du travail ou D8222-7 pour un candidat établi à l'étranger) ;
- **Pour tout employeur occupant au moins vingt salariés**, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (**AGEFIPH**), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établie dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : un extrait du registre pertinent au sens de l'article R2143-9 du code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :
  - a) une copie de la déclaration à l'inspection du travail conformément à l'article L.1262-2-1 du code du travail ;
  - b) Une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné à l'article R.1263-2-1 du code du travail ;
  - c) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la DIRECCTE, conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail
- **Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France** : Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement

Le cas échéant, l'acheteur exige que le soumissionnaire établi hors de France joigne une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue.

L'ensemble de ces documents pourront être **transmis par DUME via PLACE**.

## 2 – MISE AU POINT

Il peut être demandé au soumissionnaire retenu, en accord avec lui, de procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du marché public.

## 3 – SIGNATURE

Le présent marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement valant CCAP qui lui est adressé par l'acheteur.

En cas de signature électronique, celle-ci doit respecter les exigences prévues à l'article 11 relatif aux « modalités de signature électronique ».

## ARTICLE 9 – LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

## ARTICLE 10 – CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est :

**Tribunal administratif de Bordeaux**

**9 rue Tastet**

**33 000 BORDEAUX**

**Tél : 05 56 99 38 00**

## ARTICLE 11 – MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

**Attention, aucune signature n'est requise pour le dépôt de l'offre. Seul l'attributaire devra signer les documents contractuels au moment de l'attribution.**

**Chaque document à signer doit être signé individuellement ; l'acte d'engagement valent CCAP signé au format PDF.**

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, constituant l'annexe 12 au code de la commande publique le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi "dispositif de création de signature électronique").

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3),
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).